

4 décembre 2020

(20-8735)

Page: 1/12

Conseil général

Original: anglais

RENFORCER L'OMC POUR PROMOUVOIR LE DÉVELOPPEMENT ET L'INCLUSION

COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR CUBA, LE GROUPE AFRICAIN ET L'INDE

Révision

La communication ci-après, datée du 3 décembre 2020, est distribuée à la demande de Cuba, du Groupe africain et de l'Inde.

1 DÉSÉQUILIBRES ET DÉFIS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT À L'OMC

1.1. Les règles issues du Cycle d'Uruguay applicables aux pays en développement comportaient de nombreux déséquilibres. Au fil du temps, ces déséquilibres sont devenus de plus en plus problématiques pour les pays en développement qui étaient déjà nombreux à faire face à une crise financière avant le début de la pandémie de COVID-19. À la différence de ce qui s'est produit lors des crises financières antérieures, la pandémie de COVID-19 a eu un effet beaucoup plus radical et brutal à la fois sur l'offre et la demande, mettant l'économie réelle à l'arrêt.

1.2. Le préambule de l'Accord de Marrakech instituant l'OMC reconnaît que le commerce international n'est pas une fin en soi, mais un moyen visant le "relèvement des niveaux de vie et [la] réalisation du plein emploi". Plus important encore, il reconnaît qu'"il est nécessaire de faire des efforts positifs pour que les pays en développement, et en particulier les moins avancés d'entre eux, s'assurent une part de la croissance du commerce international qui corresponde aux nécessités de leur développement économique".

1.3. Pour réaliser ces objectifs fondateurs de l'OMC, tous les Membres, quelle que soit leur part du commerce, doivent participer, sur un pied d'égalité, à la prise de décisions.

1.4. Au cours de son histoire, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a rencontré de nombreuses difficultés. Ces derniers temps, certaines de ces difficultés sont liées à une "crise du multilatéralisme" plus large, mais d'autres peuvent être considérées comme le résultat d'un ensemble de facteurs ancrés dans les engagements juridiques pris par les Membres de l'OMC lors de la création de l'Organisation en 1995. En particulier, les inégalités et les déséquilibres liés à certaines des règles commerciales multilatérales existantes ont procuré un avantage intrinsèque principalement aux Membres développés. Ainsi, certaines des règles de l'OMC, comme celles qui concernent les mesures commerciales à la frontière, ont aidé les pays en développement en améliorant la prévisibilité des échanges, mais trop souvent, d'autres règles trop intrusives ou déséquilibrées ont empêché les Membres en développement de poursuivre leurs objectifs de développement et d'industrialisation. Les règles de l'Accord sur les ADPIC, par exemple, ont facilité les rentes de monopole et réduit la possibilité d'un transfert de technologie. L'Accord sur les MIC a empêché les Membres d'utiliser des prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux. L'Accord sur les subventions limite la marge de manœuvre dont les pays en développement ont besoin pour développer leurs industries. Ces règles ont toutefois permis aux économies avancées d'accorder un soutien substantiel tout au long de l'histoire de leur industrialisation, et pourtant elles les utilisent désormais pour encourager la relocalisation des industries manufacturières traditionnelles et conserver une position de premier plan dans les industries émergentes, y compris les industries de haute technologie à forte intensité de connaissances jugées essentielles pour leur prospérité future.

L'Accord sur l'agriculture a permis aux pays développés de continuer à accorder des subventions importantes aux produits agricoles, y compris ceux qui sont exportés vers les pays en développement, ce qui a des effets négatifs sur les moyens de subsistance des petits agriculteurs de ces pays et sur leur sécurité alimentaire. Cela a été aggravé par le manque d'inclusion et de transparence dans le processus de négociation de l'OMC.

1.5. Depuis 1996, les Membres en développement ont demandé certaines réformes à l'OMC dans le but de remédier aux asymétries et équilibrer les règles de l'OMC, et aussi pour disposer d'une plus grande marge de manœuvre afin de poursuivre leur développement et d'utiliser les mêmes outils politiques que les pays développés pour s'industrialiser. Le programme de réforme présenté par les Membres en développement a été incorporé dans le Programme de Doha pour le développement en 2001. Il comprenait le renforcement des dispositions relatives au traitement spécial et différencié, les questions de mise en œuvre, le traitement des asymétries existantes dans les Accords de l'OMC, en particulier dans le domaine de l'agriculture, en vue de faciliter la réalisation des ODD concernant la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté rurale. Il a également été convenu que l'Accord sur les ADPIC n'empêche pas et ne devrait pas empêcher les Membres de prendre des mesures pour protéger la santé publique. Toutefois, l'OMC s'écarte de plus en plus des principes énoncés dans l'Accord de Marrakech et du mandat de négociation contenu dans le Programme de Doha pour le développement, qui visait à mettre les besoins et les intérêts des pays en développement au centre du Programme de travail.

1.6. Ces deux dernières années, certains Membres ont proposé un large éventail de réformes à l'OMC, notamment une série de nouvelles règles, bien que les mandats existants dans le cadre du PDD restent en suspens. **La "réforme de l'OMC" ne signifie pas que l'on accepte des inégalités héritées du passé ou de nouvelles propositions qui aggraveraient les déséquilibres. Les réformes doivent reposer sur les principes d'inclusion et de développement** et doivent tenir compte des causes profondes de rejet actuel du commerce et des difficultés que les Membres en développement continuent de rencontrer pour relever les défis de l'industrialisation. L'inclusion exigerait, au minimum, de préserver les décisions prises par consensus à l'OMC.

1.7. Outre ces difficultés, l'OMC est aujourd'hui confrontée à une crise existentielle immédiate: le recours à des mesures unilatérales et protectionnistes et le démantèlement de l'Organe d'appel. Une réforme est clairement nécessaire dans ces domaines.

1.8. À travers ce document conceptuel, nous tentons d'identifier les problèmes qu'il faut régler pour renforcer l'OMC de manière équilibrée. Dans certains domaines, il se peut qu'aucun changement ne soit nécessaire, mais simplement un renforcement des règles et principes de base existants, car certaines des règles fondamentales existantes de l'OMC sont actuellement en train d'être modifiées ou ajustées. La dernière partie du présent document traitera de la COVID-19 et de la manière dont l'OMC doit être renforcée pour aider les pays en développement à faire face à cette pandémie et à cette crise économique très graves.

1.9. Lors de diverses discussions, les fonctions de l'OMC ont parfois été examinées du point de vue de trois domaines. Nous utiliserons également ces catégories dans le présent document.

- a. La fonction de négociation de l'OMC.
- b. La fonction de règlement des différends.
- c. La fonction de suivi des organes permanents.

A. LA FONCTION DE NÉGOCIATION DE L'OMC

L'OMC sert d'enceinte pour les négociations et pour l'administration et le suivi des Accords de l'OMC, y compris en menant d'autres négociations au sujet des relations commerciales multilatérales selon ce que la Conférence ministérielle décidera. La fonction de négociation de l'OMC repose sur les éléments suivants:

- a. les principes fondamentaux du système commercial multilatéral, y compris les règles relatives à la prise de décisions et à la manière dont les amendements sont apportés;

- b. les principes de base du traitement spécial et différencié; et
- c. l'élaboration de règles et le rôle central du développement.

2 PRÉSERVER LES PRINCIPES FONDAMENTAUX DU SYSTÈME COMMERCIAL MULTILATÉRAL

2.1. Les mesures prises récemment par certains Membres de l'OMC témoignent d'un affaiblissement de l'attachement au système commercial multilatéral. Pour préserver et renforcer l'OMC, il faut tenir compte des points suivants:

2.2. Premièrement, les lois et règlements des Membres de l'OMC qui prescrivent des mesures unilatérales dans le domaine du commerce et qui sont incompatibles avec les règles de l'OMC, doivent être modifiés. Ainsi, les Membres de l'OMC ne seront pas constamment sous la menace d'une action unilatérale en matière commerciale de la part de certains Membres.

2.3. Deuxièmement, les règles suivantes de l'Accord de Marrakech sont fondamentales et doivent être respectées:

- a. les articles II et III relatifs aux fonctions multilatérales de l'OMC;
- b. l'article IX relatif au maintien de la pratique de prise de décisions par consensus;
- c. l'article X, qui indique qu'en cas d'amendement (ajout ou modification) des règles de l'OMC, il doit y avoir consensus, puis ratification par les Membres. Les nouvelles règles n'entrent en vigueur que lorsque le nombre de ratifications requis a été atteint.

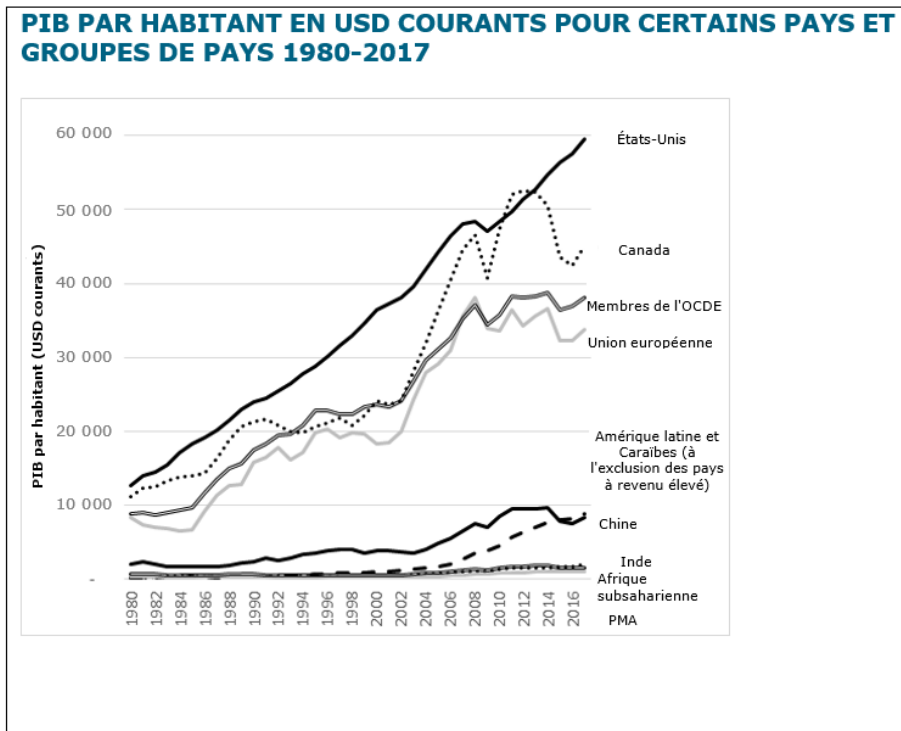
2.4. Troisièmement, la voie multilatérale, fondée sur le consensus, demeure le moyen le plus efficace d'obtenir des résultats inclusifs axés sur le développement. Dans la phase qui a suivi la onzième Conférence ministérielle, de nombreux Membres ont dit souhaiter obtenir des résultats dans certains domaines au moyen d'initiatives basées sur des déclarations conjointes. Les dispositions de l'Accord de Marrakech régissant les accords plurilatéraux doivent être respectées. S'il doit y avoir des accords multilatéraux, les résultats de ces initiatives peuvent être introduits, sous la forme de nouvelles règles dans le système de l'OMC, lorsqu'il y a consensus. En outre, l'article X de l'Accord de Marrakech relatif aux amendements doit régir toute modification ou tout ajout à l'Accord sur l'OMC. Les déclarations conjointes ne doivent pas modifier l'architecture multilatérale fondamentale de l'OMC et ne doivent pas modifier la prise de décisions par consensus, principe essentiel qui doit continuer à régir les relations multilatérales. En outre, les initiatives conjointes doivent être sans préjudice des droits et obligations des Membres non participants qui sont énoncés dans les Accords de l'OMC.

3 LES PRINCIPES DE BASE DU TRAITEMENT SPÉCIAL ET DIFFÉRENCIÉ DOIVENT ÊTRE PRÉSERVÉS

3.1. Le traitement spécial et différencié (TSD) est un droit inscrit dans les traités et non négociable pour tous les Membres en développement.¹ Les données disponibles indiquent que l'écart de niveau de vie entre les pays en développement et les pays développés n'a pas diminué depuis la création de l'OMC.² En fait, l'écart de PIB par habitant entre les pays développés et les pays en développement s'est considérablement creusé.

¹ Voir le document WT/GC/W/202/Rev.1.

² Voir le document WT/GC/W/765/Rev.2.



Source: Banque mondiale, <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.PCAP.CD>.

3.2. La plupart des pauvres du monde vivent aussi dans des pays autres que les PMA: 61,8% (pays autres que les PMA) contre 38,2% (dans les PMA). La population pauvre vivant dans ces pays qui ne sont pas des PMA est appelée le "nouveau milliard le plus pauvre".^{3,4}

3.3. L'écart de développement entre les pays développés et les pays en développement reste très important.⁵ De ce fait, il est nécessaire de préserver et de renforcer les dispositions relatives au TSD dans les accords actuels et futurs de l'OMC, en donnant la priorité aux questions en suspens concernant les PMA.

3.4. Cela ne veut pas dire qu'en demandant un TSD, les pays en développement cherchent à obtenir des exceptions illimitées aux règles du système commercial multilatéral. Ces pays ont constamment apporté une contribution au commerce international d'une manière proportionnée par rapport à leur niveau de développement. Cette contribution est reconnue et elle a été saluée dès la Déclaration de Marrakech du 15 avril 1994 qui a reconnu le rôle remarquablement actif joué par les pays en développement dans l'exécution du large mandat du Cycle d'Uruguay, y compris les importantes mesures de réforme économique et de libéralisation autonome du commerce mises en œuvre par ces pays.

3.5. Il existe un lien indissociable entre le statut de pays en développement et le traitement spécial et différencié. Toute action unilatérale qui priverait les Membres en développement, y compris les PMA, de droits inscrits dans les traités serait incompatible avec les obligations des Membres et porterait en réalité atteinte aux fondements du système commercial multilatéral, dont le fonctionnement est "fondé sur des règles". Cela nuirait au système commercial de manière durable et systémique.⁶

³ Voir le document WT/GC/W/765/Rev.2.

⁴ Voir l'Initiative Bellagio sur la "pauvreté dans les pays à revenu intermédiaire", de novembre 2011, www.cbm.org/article/downloads/82788/Summary_Poverty_in_MIC.pdf, consulté le 25 janvier 2019.

⁵ Un large éventail de statistiques à ce sujet figure dans le document WT/GC/W/765/Rev.2.

⁶ Ce paragraphe est tiré du document WT/GC/202/Rev.1 intitulé "Déclaration sur le traitement spécial et différencié en faveur du développement", présentée conjointement par le Groupe africain, l'État plurinational de Bolivie, le Cambodge, la Chine, Cuba, l'Inde, Oman, le Pakistan, la République bolivarienne du Venezuela et la République démocratique populaire lao et datée du 14 octobre 2019.

3.6. Les principes suivants doivent donc être défendus:

- les droits inconditionnels des pays en développement au TSD doivent perdurer;
- les pays en développement doivent être autorisés à faire leur propre évaluation en ce qui concerne leur statut de pays en développement (auto-détermination);
- les dispositions existantes en matière de TSD doivent être maintenues;
- le TSD doit être prévu dans les négociations actuelles et futures.⁷

4 LES RÈGLES DOIVENT RÉPONDRE AUX PRÉOCCUPATIONS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT

4.1. Le système commercial multilatéral doit laisser aux pays en développement Membres une marge de manœuvre pour réaliser leurs objectifs de développement, y compris l'industrialisation. Ces pays en développement Membres continuent de rencontrer un grand nombre de difficultés et de contraintes de capacité importantes, ce qui montre que les dispositions relatives au TSD en leur faveur restent pertinentes.

4.2. Les questions de "développement" du Cycle de Doha, qui sont en suspens et attendues depuis longtemps, restent primordiales; elles portent notamment sur les points suivants:

- Questions de mise en œuvre⁸: le but est de rééquilibrer les règles issues du Cycle d'Uruguay, par exemple dans les domaines de l'agriculture, des MIC (mesures concernant les investissements et liées au commerce), des ADPIC (aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce), de l'Accord sur les subventions⁹, etc. Les pays en développement devraient être en mesure de soutenir leurs branches de production au titre de l'Accord sur les subventions. C'est ce que font les pays développés au moyen de plans de relance et d'incitations pour la fabrication et la relocalisation des produits médicaux et produits connexes. Les prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux sont un autre instrument essentiel de la politique générale, d'où la nécessité de ménager des flexibilités au titre de l'Accord sur les MIC et des articles III et XI du GATT. Il faut accroître le transfert de technologie et l'accès aux technologies, c'est-à-dire que l'Accord sur les ADPIC doit être réexaminé. Les sauvegardes et les droits compensateurs de l'OMC devraient répondre de manière appropriée aux préoccupations des pays en développement Membres et être accessibles. Il devrait aussi y avoir moins de conditions et de contraintes concernant l'utilisation de l'article XVIII du GATT, en particulier en ce qui concerne l'aide aux industries naissantes et les difficultés de balance des paiements.
- Traitement spécial et différencié (TSD): renforcement et mise en œuvre effective et opérationnelle des dispositions des Accords de l'OMC relatives au TSD, conformément au paragraphe 44 de la Déclaration de Doha.
- Coton: il faut remédier aux déséquilibres dans le soutien interne à l'agriculture dus à la MGS dépassant le niveau *de minimis*. Ce type de soutien, conduisant certains Membres à subventionner leurs exportations, est clairement présent dans le domaine du coton, où les prix du coton ont baissé. Cela a eu un effet négatif sur les moyens de subsistance et l'emploi en milieu rural dans de nombreux pays en développement, y compris les Membres du Groupe C-4.
- Détention de stocks publics: une solution permanente doit être convenue et adoptée pour la CM12 et elle doit prévoir des conditions moins contraignantes en matière de sauvegardes, y compris des prescriptions relatives à la transparence moins exigeantes. Elle doit aussi permettre que de nouveaux programmes soient couverts.

⁷ Ce paragraphe est également tiré du document WT/G/202/Rev.1, *ibid*.

⁸ Les demandes des pays en développement figurent dans le programme sur les questions de mise en œuvre ou au paragraphe 12 de la Déclaration de Doha, WT/MIN(01)/DEC/1.

⁹ Voir le paragraphe 5.8 de la communication des pays en développement dans le document WT/GC/W/765/Rev.2.

- Mécanisme de sauvegarde spéciale: les Ministres ont donné pour mandat aux Membres, à Nairobi (CM10, 2015) de "poursuivre les négociations sur un MSS en faveur des pays en développement Membres au cours des sessions spécifiques du Comité de l'agriculture réuni en session extraordinaire". Un MSS efficace et facile à utiliser devrait être adopté à la CM12.
- Soutien interne à l'agriculture: le but est de corriger les déséquilibres des règles existantes dus au fait que certains Membres ont des niveaux autorisés de mesure globale de soutien (MGS) alors que d'autres non. Les subventions élevées par agriculteur accordées par les pays de l'OCDE avec une grande flexibilité continuent d'avoir de graves conséquences en termes d'insécurité alimentaire et de pauvreté rurale dans les pays en développement.¹⁰ La première étape est urgente et consiste à éliminer les niveaux autorisés de mesure globale de soutien (MGS) et à accorder un TSD aux Membres en développement.

4.3. Outre les questions susmentionnées, il faudrait poursuivre les travaux sur les questions ci-après, en mettant l'accent sur les éléments de développement, et conformément aux mandats existants:

- Subventions à la pêche: conformément aux Déclarations de Doha, de Hong Kong, et de la CM11. Toutes ces déclarations soulignent l'importance du TSD dans le résultat de ces négociations compte tenu de "l'importance de ce secteur pour les priorités de développement, la réduction de la pauvreté et les préoccupations en matière de garantie des moyens d'existence et de sécurité alimentaire".¹¹ L'ODD 14.6 renforce aussi le TSD. En raison de la crise liée à la COVID qui continue de sévir dans de nombreux pays en développement, la conclusion des négociations devrait être fondée sur la réalisation de progrès significatifs pour remplir le mandat énoncé dans l'ODD 14.6.
- Discussions sur le commerce électronique dans le cadre du Programme de travail de 1998¹²: les questions du commerce électronique et du commerce numérique doivent continuer à être examinées d'une manière inclusive, sans quoi les déséquilibres existants dans le commerce mondial seront exacerbés. La COVID-19 a démontré l'importance du Programme de travail de 1998 et la nécessité de réduire la fracture numérique. Nous devons redynamiser les travaux menés dans le cadre du Programme de travail pour éclairer la prise de décisions à la CM12. Il faut pour cela que les organes pertinents procèdent à ce débat sur la base de leur mandat afin de progresser d'ici à la Conférence. Nous devons aussi accorder la priorité aux travaux du CCD, qui était chargé d'examiner les aspects relatifs au développement essentiels pour assurer une participation inclusive à l'économie numérique.

La question du moratoire sur le commerce électronique est particulièrement importante. Comme davantage de marchandises sont échangées par voie électronique, i) la perte des droits de douane et ii) la perte de la possibilité d'utiliser les droits de douane pour soutenir les branches de production nationales seront de plus en plus coûteuses. Il est important que les Membres parviennent à un accord sur la portée du moratoire. Si ce point n'est pas clair, il ne peut pas y avoir de prévisibilité pour les entreprises, le commerce et l'industrie. Autre point important, les Membres ne connaîtraient pas non plus leurs obligations et leurs droits. Seules une idée claire de la portée et une évaluation de son incidence aideraient les Ministres à prendre une décision bien réfléchie à la CM12.

4.4. Une autre question qui doit être traitée dans tout processus de réforme concerne le vol allégué des savoirs traditionnels détenus, préservés et développés par les communautés traditionnelles/les peuples autochtones. Les règles du système commercial multilatéral doivent aussi aider les pays en développement à renforcer leurs capacités technologiques et à consolider leur accès à des médicaments et à des technologies médicales abordables.

¹⁰ Voir le graphique 5 du document WT/GC/W/765/Rev.2 pour une comparaison des subventions agricoles entre certains Membres développés et en développement.

¹¹ Document WT/MIN(05)/DEC, 2005: Déclaration ministérielle de Hong Kong, Annexe D, paragraphe 9.

¹² Document WT/L/274, 1998 "Programme de travail sur le commerce électronique", adopté par le Conseil général le 25 septembre 1998.

4.5. Les ODD soulignent les importants problèmes de développement auxquels sont encore confrontés les pays en développement, notamment la lutte contre la pauvreté et la faim. Les règles de l'OMC doivent soutenir ces efforts, et non les entraver.

B. LA FONCTION DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS DE L'OMC

5 RÉOLUTION DES QUESTIONS RELATIVES AU RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

5.1. Un système de règlement des différends fonctionnel, indépendant et efficace est indispensable pour préserver les droits et les obligations de tous les Membres de l'OMC et pour veiller à ce que les règles soient appliquées d'une manière juste et impartiale. Par conséquent, le rétablissement de l'Organe d'appel est une condition *sine qua non* pour renforcer le système de l'OMC. Il s'agit d'une priorité urgente car sans un tel système, la raison d'être de la négociation de nouvelles règles ou de la mise en œuvre de réformes reste discutable. C'est pourquoi la reprise du processus de désignation des membres de l'Organe d'appel doit figurer en tête du programme de réformes et doit en fait précéder les autres réformes.

5.2. En vertu de l'article 17:1 et 17:2 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, tous les Membres de l'OMC doivent collectivement veiller au maintien d'un Organe d'appel permanent. Il serait fallacieux d'utiliser le prétexte selon lequel l'Organe d'appel se serait écarté du mandat clair du Mémoire d'accord pour justifier le non-respect délibéré de celui-ci par les Membres.

5.3. Les tentatives pour surmonter la crise du système de règlement des différends doivent préserver ses caractéristiques essentielles, à savoir un système de règlement des différends indépendant, à deux niveaux, l'automatisme de l'engagement des procédures et la prise de décisions par l'Organe de règlement des différends (ORD) par consensus négatif, le cas échéant. Les préoccupations des Membres en développement au sujet de l'accès abordable et équitable au système de règlement des différends sont également très importantes.

5.4. La priorité pour les Membres doit être de trouver une solution multilatérale permanente. L'abandon de l'Organe d'appel fragmentera le système de règlement des différends et aura une incidence négative sur l'équilibre des droits et obligations qui ont été soigneusement négociés dans le Mémoire d'accord. Un système de règlement des différends à deux niveaux est essentiel pour assurer la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral, y compris la résolution rapide, efficace et effective des différends dans l'intérêt de tous les Membres.

C. LA FONCTION DE SUIVI DES ORGANES PERMANENTS

Le fonctionnement de ses Conseils et Comités, c'est-à-dire les travaux ordinaires de l'OMC, a été soigneusement négocié lors du Cycle d'Uruguay. Des mandats ont été convenus. Il s'agissait de résultats négociés qui devaient être respectés.

6 AUCUNE OBLIGATION ADDITIONNELLE EN MATIÈRE DE TRANSPARENCE ET DE NOTIFICATIONS AU TITRE DES ACCORDS EXISTANTS

6.1. Les pays en développement rencontrent des difficultés pour s'acquitter de toutes leurs obligations de notification en raison des contraintes en termes de ressources humaines et de capacités institutionnelles. Le non-respect de leurs obligations n'est pas délibéré. Les obligations conventionnelles doivent être exécutées de bonne foi. Toutefois, malgré les meilleures intentions, la capacité de s'acquitter de toutes les obligations de notification dépend inévitablement des capacités, qui sont proportionnelles au niveau de développement et aux ressources disponibles de chaque Membre. Compte tenu de ces difficultés, nous n'approuvons pas l'ajout d'obligations en matière de transparence. Tous les travaux dans ce domaine doivent viser à renforcer les capacités des pays en développement.

6.2. Les Membres développés eux-mêmes devraient montrer l'exemple et présenter en temps utile des notifications complètes et exactes. Ils ne l'ont pas toujours fait, comme cela est indiqué plus bas. Compte tenu de cela, n'est-il pas évident que les contraintes en termes de ressources des pays en développement devraient être bien prises en compte?

- Dans le domaine de l'agriculture, les Membres développés, étant donné qu'ils ont des niveaux de soutien autorisés au titre de la MGS consolidée finale, devraient présenter leurs notifications dans un délai de 3 mois à compter de la fin de l'année (année civile, campagne de commercialisation ou exercice financier).¹³ De nombreux Membres développés ont mis deux ans voire plus à le faire.
- Dans le domaine des services, l'article III:3 de l'AGCS exige que les Membres "inform[ent] le Conseil du commerce des services dans les moindres délais, et au moins chaque année, de l'adoption de toutes les nouvelles lois, réglementations ou directives administratives, ou de toutes les modifications des lois, réglementations ou directives administratives existantes, qui affectent notablement le commerce des services visés par les engagements spécifiques qu'il a souscrits au titre [de cet] accord". Cela n'a pas été mis en œuvre par certains Membres développés.¹⁴

6.3. Certains Membres ont trouvé des moyens innovants pour affaiblir leurs engagements dans le cadre de l'OMC, ou pour ne pas en respecter l'esprit. Si la discussion sur la transparence va au-delà des questions de capacité, la première étape doit consister à lutter contre l'affaiblissement des engagements pris à l'OMC par les moyens suivants:

- La notification régulière des mesures relatives à l'admission qui affectent les engagements existants des Membres pour le mode 4.
- L'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC. Les pays développés ont une obligation juridique dans le domaine du transfert de technologie vers les PMA. Une plus grande transparence soutiendrait les efforts des PMA pour se doter d'une base technologique viable.
- La divulgation de l'origine des savoirs traditionnels et des ressources génétiques dans les demandes de brevet;
- La transparence concernant les droits de douane – les droits non *ad valorem* devraient être notifiés en termes *ad valorem* ou convertis en droits *ad valorem*.

6.4. La transparence doit aussi imprégner le fonctionnement de l'OMC dans son ensemble, y compris de la manière suivante:

- Prise en compte des contraintes des petites délégations en matière de ressources et rationalisation en conséquence des réunions à l'OMC pour éviter les chevauchements. Dans les domaines où il y a des négociations actives en vue d'obtenir des résultats, ces réunions devraient autant que possible avoir lieu sur un mode formel. Elles devraient toujours être ouvertes, inclusives et transparentes et tenir effectivement compte des contraintes de ressources des pays en développement.
- Les Conférences ministérielles et les processus qui les précèdent à Genève. Il est nécessaire de convenir des principes et des procédures fondamentaux pour cette organisation conduite par les Membres. Par exemple, toutes les réunions pendant la Conférence ministérielle, qui est l'organe de décision, devraient être ouvertes à tous les Membres, sans limiter le processus de prise de décisions aux réunions du Salon vert en plus petit groupe.

7 LES COMITÉS PERMANENTS FONCTIONNENT DÉJÀ BIEN

7.1. Il a été suggéré qu'il devrait y avoir un "renforcement" des comités permanents de l'OMC.

7.2. Nous sommes favorables à une amélioration des dispositions concernant les réunions: la mise à disposition de documents devant être examinés lors d'une réunion formelle 15 jours avant la réunion; la distribution à la fin de chaque année d'un calendrier annuel indicatif des réunions pour

¹³ Voir la page 11 du document G/AG/2, 1995 "Prescriptions en matière de notification et modes de présentation des notifications" adoptées par le Comité de l'agriculture le 8 juin 1995.

¹⁴ Voir la page 6 du document JOB(09)/10/Rev.10, 2020 "Tour d'horizon des notifications présentées au titre des dispositions pertinentes de l'AGCS: Note informelle du Secrétariat", 20 février.

chacun des organes de l'OMC pour l'année suivante; et la distribution en temps voulu de l'ordre du jour et des comptes rendus des réunions.

7.3. En ce qui concerne les mandats des comités, ceux-ci ont été soigneusement négociés dans le cadre du Cycle d'Uruguay. Nous ne pouvons pas donner de nouveaux mandats qui bouleverseraient l'équilibre délicat qui a été atteint.

7.4. Il a également été suggéré de soulever des préoccupations commerciales au sein de chaque comité. L'examen des préoccupations commerciales spécifiques (PCS) est prévu dans certains accords. L'intégration des PCS dans tous les comités et conseils incitera probablement les Membres à soulever très fréquemment des PCS. Cela aggraverait la paralysie du fonctionnement de l'Organisation et aura une incidence négative sur les pays en développement qui n'ont déjà pas la capacité de faire face aux défis actuels. Nous ne pensons donc pas que la mise en œuvre horizontale soit acceptable.

7.5. Les procédures existantes permettent déjà de traiter les préoccupations commerciales. Des obligations additionnelles et des contraintes lourdes pour les Membres en développement, par exemple en encourageant la présentation de questions et de réponses écrites dans un délai spécifié, surchargeront nos capacités humaines et institutionnelles limitées.

7.6. L'OMC est une organisation conduite par les Membres. Les Présidents et le Secrétariat se doivent d'être neutres. Leur rôle ne peut pas être renforcé par rapport à leurs mandats et fonctions actuels.

7.7. Les objectifs de développement n'ont pas été évoqués au cours du débat. En particulier dans le contexte de la crise économique actuelle liée à la pandémie de COVID, les discussions sur le rôle des organes permanents doivent être considérées sous l'angle du développement.

8 PRISE EN COMPTE DES DIFFÉRENTS MODÈLES ÉCONOMIQUES

8.1. Les objectifs de l'OMC ont été négociés et sont énoncés dans l'Accord de Marrakech. Ils doivent contribuer au renforcement de l'économie mondiale et promouvoir un système commercial multilatéral fondé sur des règles, améliorer l'investissement, l'emploi, le niveau de vie et la croissance des revenus dans le monde entier d'une manière juste et équitable.

8.2. L'OMC comprend divers pays ayant des niveaux de développement, des défis nationaux et des priorités de développement différents. Sa contribution est importante, distincte et clairement définie. Elle fournit un cadre juridique pour la conduite du commerce international, un mécanisme de règlement des différends plus efficace et plus fiable et elle sert d'enceinte pour les négociations. L'OMC n'a jamais été conçue comme une enceinte qui définira ou modifiera les modèles économiques des Membres.

8.3. Bien que le rôle du marché soit important, des politiques gouvernementales sont nécessaires pour remédier aux défaillances du marché ou atteindre des objectifs de développement. Cela apparaît clairement dans le contexte de la COVID-19, dans lequel de nombreux gouvernements sont intervenus pour soutenir les entreprises et donner des orientations, des incitations et des subventions en ce qui concerne les décisions de production. Le rôle de l'État est encore renforcé dans une résolution consensuelle adoptée par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies intitulée "Le rôle central de l'État dans la lutte contre les pandémies et autres urgences sanitaires et les conséquences socioéconomiques qui en résultent pour la promotion du développement durable et la réalisation de tous les droits de l'homme" (A/HRC/44/L.23/Rev.1 du 15 juillet 2020).

9 COVID-19 ET PAYS EN DÉVELOPPEMENT – MESURES POUR RÉPONDRE À CETTE CRISE

9.1. Le monde est confronté à sa pire récession depuis les années 1930. Les pays en développement sont touchés de manière disproportionnée. La pandémie met en lumière les faiblesses fondamentales de notre système mondial. Les profondes fragilités sociales et économiques des pays en développement, déjà très présentes avant la COVID, sont aujourd'hui rendues visibles et encore exacerbées par la crise. Il s'agit notamment de la pauvreté endémique (ODD 1), de la faim et de l'insécurité alimentaire (ODD 2), du manque d'eau potable et d'assainissement (ODD 6), de la

faiblesse de la croissance économique et de l'absence de travail décent (ODD 8), des inégalités généralisées (ODD 10).

9.2. Même avant la crise, les pays en développement étaient déjà confrontés à l'aggravation de leur vulnérabilité financière et à l'endettement dans le contexte d'une croissance économique atone, d'un ralentissement du commerce, d'un investissement réel léthargique et d'inégalités de revenus croissantes. D'après l'évaluation du FMI, près de la moitié des économies les plus pauvres présentaient un risque élevé de surendettement ou étaient déjà surendettées à la fin de 2019. En 2018, la dette totale des pays en développement a atteint 191% de leur PIB combiné, soit le niveau le plus élevé jamais enregistré.¹⁵ La CNUCED conclut que "les niveaux actuels des réserves en moyenne jettent un doute sur la capacité des pays en développement de résister au choc de la COVID-19, en particulier lorsque l'accumulation des réserves s'est produite par le biais d'emprunts plutôt qu'au moyen (ou en plus) de recettes d'exportation". La COVID-19 met donc en évidence l'importance du lien entre commerce, dette et finances.

9.3. En 2020, cent millions de personnes pourraient être précipitées dans l'extrême pauvreté (moins de 1,90\$ par jour). Quelques centaines de millions de personnes supplémentaires rejoindront les rangs des pauvres si l'on utilise le critère de 3,20\$ ou de 5,50\$. Nous pourrions assister à des famines d'une ampleur historique. L'activité économique dans le monde s'est effondrée et le chômage est monté en flèche. Ces effets sont particulièrement néfastes pour les PMA, l'Afrique subsaharienne et les pays d'Asie du Sud. Dans les PMA, 70 pour cent de la main-d'œuvre n'est pas salariée; 60 pour cent de celle d'Asie du Sud-Est employée dans le secteur informel; et il en va de même pour plus de 60 pour cent de la main-d'œuvre en Afrique subsaharienne. Il faut donc préserver les outils politiques nécessaires pour faire face aux crises sanitaires, promouvoir la reprise économique et la résilience économique.¹⁶

9.4. Du fait de leur très étroite marge de manœuvre budgétaire associée à la faiblesse et à la fragilité de leurs systèmes de santé et de protection sociale, les pays en développement paieront un tribut humain et financier beaucoup plus lourd. En outre, la nécessité d'importer des biens et services spécialisés pour lutter contre la COVID-19 signifie que les pays en développement doivent faire face à d'énormes pressions en ce qui concerne la situation de leur balance des paiements.

9.5. Il est nécessaire de réfléchir au rôle du système commercial multilatéral dans la promotion de la reprise économique et dans la lutte contre la crise sanitaire actuelle et future. La coopération multilatérale est plus que jamais nécessaire pour permettre aux Membres de répondre efficacement à la crise en fonction de leurs besoins, alors que les approches identiques pour tous ne sont pas utiles. Cette coopération devrait:

- a. garantir un accès en temps opportun à des produits médicaux abordables, y compris les vaccins, les kits de diagnostic, les EPI et les respirateurs;
- b. préserver les outils politiques visant à promouvoir la reprise économique;
- c. ménager une marge de manœuvre politique en vue de rééquilibrer les règles mondiales et les impératifs nationaux de développement économique; et
- d. veiller à ce que les règles commerciales favorisent une croissance tirée par la production, l'emploi et la transformation structurelle.

9.6. Les pays en développement devraient préserver la marge de manœuvre dont ils disposent pour faire face à la pandémie et renforcer leur capacité de production pour répondre à leurs objectifs et besoins de développement. Cela comprend des outils politiques essentiels tels que les droits de douane et les restrictions à l'exportation qui doivent être mis en œuvre conformément à leurs obligations au titre des accords visés.

¹⁵ CNUCED 2020, "The Coronavirus Shock: A Story of another Global Crisis Foretold", page 5.

¹⁶ CNUCED 2020, *ibid.*

A Moratoire sur les mesures commerciales et flexibilités suffisantes concernant les disciplines relatives à la propriété intellectuelle

9.7. La gravité de la crise liée à la COVID exige que les gouvernements soient en mesure de prendre les mesures nécessaires pour limiter le nombre de victimes humaines de la pandémie parmi leur population.

9.8. Il est particulièrement important pour les pays en développement d'avoir une marge de manœuvre politique puisqu'ils ne disposent pas de la marge de manœuvre budgétaire dont bénéficient les Membres développés pour soutenir leurs économies et leurs populations, par exemple au moyen de plans de relance d'une ampleur sans précédent. En revanche, les pays en développement n'ont pas d'autre choix que d'être plus créatifs dans leurs réponses, y compris en recourant à des mesures commerciales si elles peuvent être utiles. Le régime commercial ne devrait pas pénaliser les pays en développement qui ont pris des mesures pour soutenir leurs citoyens en ces temps extraordinairement difficiles. Les pays en développement devraient donc être exemptés de toute action à leur encontre auprès de l'Organe de règlement des différends de l'OMC s'ils mettent en œuvre des mesures commerciales qui sont essentielles et nécessaires pour faire face à la pandémie.

9.9. Ce moratoire sur les mesures commerciales et ces flexibilités concernant les disciplines relatives à la propriété intellectuelle devront avoir une portée clairement définie et ne devraient être maintenus que temporairement pendant la durée de la crise liée à la COVID. Il est reconnu que les droits de propriété intellectuelle devraient être interprétés et appliqués d'une manière qui appuie le droit des Membres de protéger la santé publique, et en particulier de promouvoir l'accès universel aux médicaments et de faire en sorte que les DPI soient protégés dans l'intérêt de tous.

9.10. Les mesures précises qui seront utiles aux différents Membres pour faire face à la pandémie dépendront de leur situation particulière.

10 EN CONCLUSION

10.1. Les priorités de la réforme à l'OMC doivent comprendre les points suivants:

a. Fonction de négociation de l'OMC.

- Renforcer le caractère multilatéral de l'OMC. Cela doit inclure avant tout le maintien de la prise de décisions par consensus et le respect de l'article X de l'Accord de Marrakech relatif aux amendements pour les nouvelles règles;
- Traiter les mesures unilatérales et protectionnistes prises par certains Membres;
- Réaffirmer le principe du traitement spécial et différencié, qui est un droit inscrit dans les traités et non négociable pour tous les pays en développement dans le cadre de l'OMC; et promouvoir une croissance inclusive, en laissant aux États une plus grande marge de manœuvre pour poursuivre leurs stratégies de développement nationales dans le cadre large et selon les principes d'un système fondé sur des règles;
- Faire en sorte que le développement reste au centre des travaux en apportant la réponse promise depuis longtemps aux préoccupations de développement, en particulier aux questions de développement en suspens du PDD, et remédier aux asymétries des Accords de l'OMC tels que celles qui figurent dans les Accords sur l'agriculture, sur les subventions, les MIC et dans les articles connexes du GATT (articles III et XI), dans l'Accord sur les ADPIC et dans d'autres domaines; poursuivre les négociations en cours prescrites au niveau multilatéral; relancer les discussions dans le cadre du Programme de travail sur le commerce électronique de 1998, en particulier en ce qui concerne le moratoire sur le commerce électronique et les questions de fracture numérique.

b. Fonction de règlement des différends.

- Rétablir l'Organe d'appel et les deux étapes prévues dans le Mémoire d'accord sur le règlement des différends de l'OMC.

c. Fonction de suivi des organes permanents.

- Réaffirmer les engagements existants et ne pas ajouter d'obligations supplémentaires dans le domaine de la transparence, des préoccupations commerciales spécifiques et du fonctionnement des organes permanents. L'OMC doit également tenir compte des différents modèles économiques au lieu d'inciter à l'adoption d'un modèle particulier.

d. COVID-19

- Faire face à la pandémie de COVID-19, y compris en mettant en place un moratoire sur les mesures commerciales et en ménageant des flexibilités suffisantes concernant les disciplines relatives à la propriété intellectuelle pour les pays en développement. Ce moratoire sera en place pendant la durée de la pandémie et visera les mesures prises par les pouvoirs publics pour répondre directement à la pandémie. À la différence des pays développés, les pays en développement qui ne disposent pas d'importantes ressources financières doivent être plus créatifs, y compris en recourant à des mesures de politique commerciale pour fournir des médicaments, des diagnostics et du matériel de santé, et pour faire face aux graves crises de balance des paiements que nombre d'entre eux connaissent.
 - Dans le cadre de la lutte contre la COVID-19, il ne devrait pas être demandé aux pays en développement de renoncer à la marge de manœuvre dont ils ont besoin en matière de politique commerciale, par exemple par la libéralisation permanente des droits de douane ou au moyen d'un accord visant à mettre un terme à l'utilisation des restrictions à l'exportation.
-